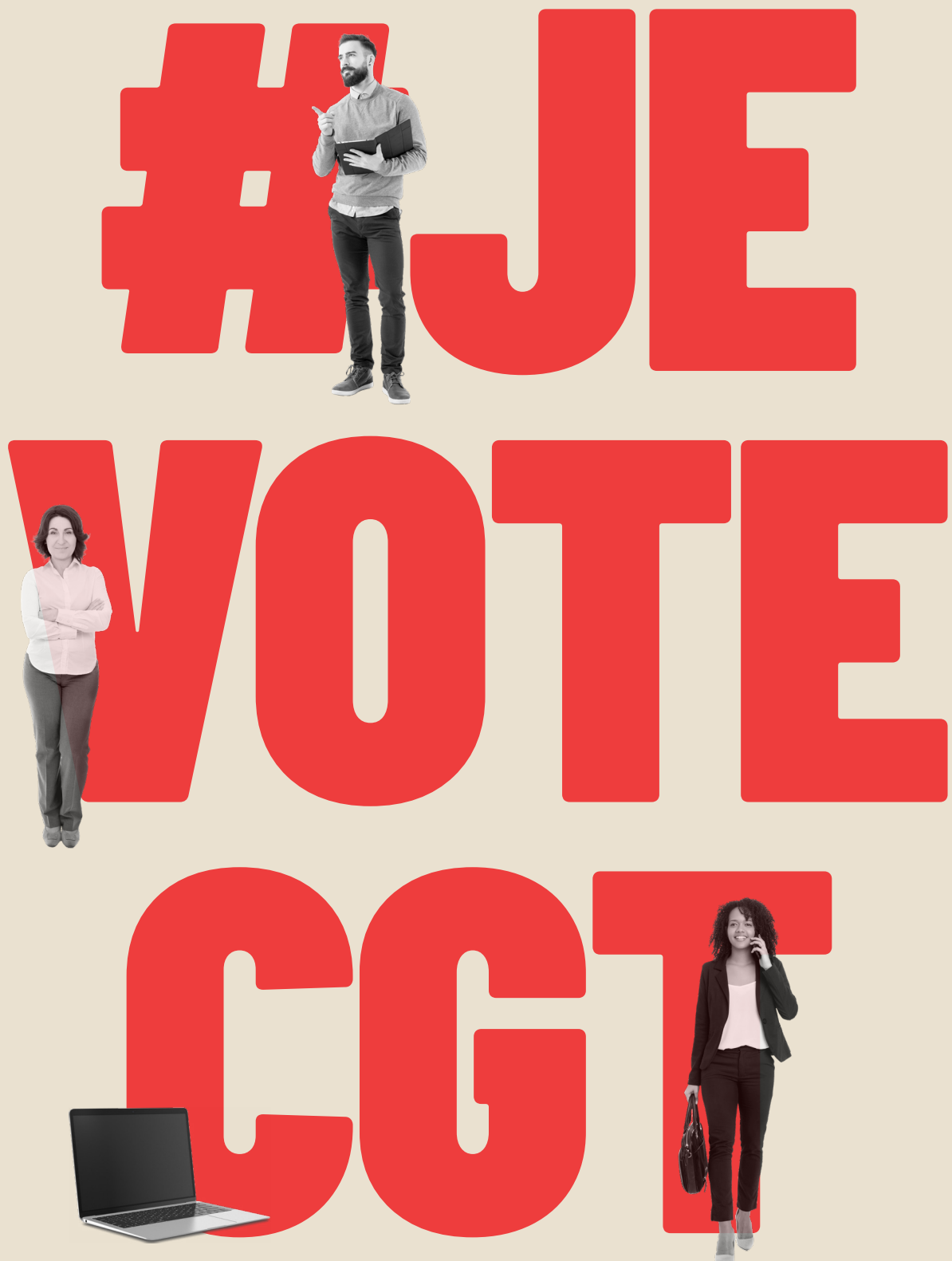


# PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES AUPRÈS DES JURIDICTIONS



# DANS LA BRANCHE : VOTER CGT, C'EST FAIRE AVANCER VOS DROITS !

La branche des professions réglementées auprès des juridictions (PRAJ), est composée d'une majorité de structures de moins de 11 salarié-es (très petites entreprises = TPE).

Un peu plus de **5000 salarié-es** sont employé-es dans les entreprises couvrant ce nouveau champs professionnel regroupant le personnel des administrateurs judiciaires/mandataires judiciaires (AJMJ), des greffes des tribunaux

de commerce et des avocats auprès du Conseil d'État et de la Cour de Cassation.

La branche est composée à **80 %** d'entreprises de moins de 11 salarié-es. Ces trois professions sont diverses mais les salarié-es, du point de vue de leurs conditions de travail, d'emploi et de salaire, connaissent les mêmes problématiques.

## L'IMPORTANCE DES NÉGOCIATIONS DE BRANCHE POUR VOTRE QUOTIDIEN PROFESSIONNEL

Alors qu'une grande majorité des structures ne dispose pas d'un CSE (Comité social et économique), l'essentiel des garanties comme les salaires, les classifications, les

conditions de travail, le temps de travail, la formation professionnelle, la protection sociale se négocient au niveau de la branche !

## COMMENT FAIRE GAGNER NOS REVENDICATIONS ?

Votre vote CGT aux élections TPE est déterminant pour vos conditions de vie au travail.

Dans le cadre du rapprochement entre les trois branches, la CGT a participé activement à la négociation d'une nouvelle convention collective. Celle-ci a été signée par la CGT et est entrée en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2023.

Ce que nous avons gagné dans la nouvelle convention collective que tou·tes les cadres soient rémunéré·es, a minima, au PMSS et l'attribution de congés supplémentaires pour évènement familiaux :

- 6 jours pour le mariage et le PACS du salarié ;
- 4 jours pour le décès du conjoint, du partenaire lié par un PACS, du concubin ;
- 6 jours de congés pour enfant malade de moins de 14 ans ;
- 3 jours pour le décès du père, de la mère.

Nous avons signé l'accord sur la commission paritaire nationale de formation professionnelle (CPNEFP), cette commission participe et élabore la politique de formation dans la branche. La CGT y participe activement en favorisant l'accès à la formation professionnelle tout au long de la vie.

La négociation des salaires, la CGT se bat pour obtenir une revalorisation de tous les minima hiérarchiques basée sur la revalorisation significative de la valeur du point, seul levier permettant une réelle augmentation du pouvoir d'achat des salarié·es

La CGT lutte pour l'augmentation des salaires, la diminution du temps de travail, l'abrogation de la réforme des retraites, l'accès à la formation professionnelle pour accéder à des « savoirs reconnus » et le maintien dans l'emploi.

**Du 25 novembre au 9 décembre, votez et faites voter vos collègues pour la CGT !**

## QUE DÉFEND LA CGT ?

Face à ces constats, nous portons plusieurs revendications pour améliorer nos salaires et nos conditions de travail.

► **Les salaires : la valeur de point est fixée par les négociations de branche.** La CGT se bat pour la revalorisation significative de tous les salaires. Nous revendiquons l'augmentation automatique et proportionnelle des minima de branches dès lors que le SMIC augmente.



L'augmentation des minima conventionnels fait partie des principaux sujets de négociation dans la branche. La CGT revendique la revalorisation des grilles salariales de l'ensemble des catégories professionnelles, ça passe par la revalorisation de la valeur de point.

**Pour la CGT, le salaire doit rester une priorité** et doit permettre à chacun·e d'en vivre décemment. Tous

les dispositifs d'épargne salariale, de participation, d'intéressement et de primes sont exonérés de cotisations sociales et se substituent donc de fait aux augmentations de salaires. Qui dit hausse des salaires dit plus de recette pour la protection sociale, donc, plus de droits !

**Le partage de la valeur, c'est l'exonérations de cotisations sociales et fiscales pour les employeurs au détriment des salarié-es :** Certaines organisations syndicales proposent de négocier un accord sur le partage de la valeur ajoutée, cette négociation est une façade qui élude la question fondamentale des salaires, seul levier pour véritablement partager les richesses produites par le travail des salarié-es.

► **La reconnaissance des diplômes dès l'embauche et le paiement de la qualification :** pour la CGT, la qualification



constitue l'élément essentiel d'une grille de classification. Quelle que soit la catégorie professionnelle du ou de la salarié-e (employé-e, technicien-ne, cadre) reconnaître les qualifications, c'est permettre à tout-es un vrai déroulement de carrière.

► **La politique de formation professionnelle élément majeur de la formation continue :** l'accès à la formation professionnelle des salarié-es n'est pas le même suivant la taille de l'étude. En effet, l'égalité des droits à la formation professionnelle peut sembler être une évidence, pourtant

elle ne l'est pas ! Plus l'entreprise est petite, moins l'accès à la formation est possible, et moins le choix de choisir sa formation est grand.

► **La protection sociale – la complémentaire santé :** pour le moment, les salarié-es des trois branches bénéficient d'un accord frais de santé distinct, donc, avec des niveaux de garanties et de structures de cotisations différentes. L'objectif de la renégociation du régime frais de santé, est d'apporter des garanties conventionnelles harmonisées à l'ensemble des salarié-es des professions réglementées auprès des juridictions.

La CGT souhaite que le régime couvre le/la salarié-e, ses enfants et le conjoint à charge avec un haut niveau de garanties par le biais d'une recommandation. Dans ce cadre, nous souhaitons mettre en place un DES (degré élevé de solidarité) permettant aux salarié-es les plus fragiles de bénéficier d'actions de prévention et de la prise en charge de prestations d'actions sociales individuelles.

**Le régime de prévoyance (risque lourds) :** là encore, des disparités existent au sein des trois branches. Seules, deux branches bénéficient d'un régime de prévoyance prenant en charge les risques lourds comme le décès, l'invalidité, l'incapacité, la rente éducation, etc.



Depuis plusieurs années, la CGT vous informe régulièrement via un bulletin spécifique\* sur l'actualité de la branche, notamment sur le déroulement des négociations en cours.

La CGT est toujours présente pour vous informer de vos droits ou pour un accompagnement en cas de conflit. Vous pouvez aussi trouver des ressources et vous former pour connaître vos droits, et ce grâce à nos structures locales

(unions départementales ou unions locales CGT) qui peuvent vous conseiller et vous accompagner dans vos démarches.

Alors, pour être au courant de l'actualité sociale de votre convention collective, n'hésitez pas à nous suivre sur les réseaux sociaux :

- **Internet :** <https://www.soc-etudes.cgt.fr/>
- **Facebook :** <https://www.facebook.com/fsetud>
- **X :** <https://x.com/FSETUD>
- **LinkedIn :** <https://www.linkedin.com/in/fédération-cgt-des-sociétés-d'étude-53322b175/>
- **Instagram :** <https://www.instagram.com/fsetud/>

\* **Droit Devant :** le bulletin d'information sur l'actualité, les négociations de branche, faxé, envoyé par mail et mis en ligne sur notre site et sur les réseaux sociaux.

# COMMENT VOTER ?

aux élections des Très Petites Entreprises du 25 novembre au 9 décembre 2024

## ÉTAPE 1 :

### LA CAMPAGNE ELECTORALE



**J'ai reçu un courrier confirmant mon inscription sur la liste électorale**

**Du matériel électoral me sera envoyé courant novembre**

Je peux aussi consulter les programmes des candidat-e-s de la CGT qui me représenteront dans les instances paritaires des TPE.

(rubrique « Les candidats » du site [election-tpe](http://election-tpe))



## ÉTAPE 2 : LE VOTE

quelques jours avant l'ouverture du vote, je reçois par courrier mon identifiant et mon code confidentiel pour voter en ligne, ainsi qu'un bulletin de vote si je préfère voter par courrier.



**Je vote en ligne**

- rendez-vous sur le site [election-tpe.travail.gouv.fr](http://election-tpe.travail.gouv.fr) ;
- cliquez sur le bouton « Voter » ;
- Je me connecte via **France Connect** ou avec mon identifiant et mon code confidentiel reçu par courrier ;
- si vous le souhaitez, vous pouvez accéder au programme de vos candidat-e-s CGT une dernière fois ;
- une fois votre choix fait, suivez les instructions pour valider votre vote !

**Je vote par courrier**



- détachez le bulletin de vote du courrier ;
- à l'aide d'un stylo noir, noircissez la case correspondant au syndicat CGT ;
- insérer votre bulletin dans l'enveloppe de retour pré-affranchie jointe au courrier ;
- postez la c'est gratuit !

# A VOTÉ !



**Vous avez une question ?  
Appelez la CGT gratuitement**

# 08 01 03 00 77

de 9 h 00 à 18 h 00 du lundi au vendredi  
du 18 novembre au 9 décembre 2024